



**NEW BRUNSWICK  
REGULATION 97-150**

**under the**

**EDUCATION ACT  
(O.C. 97-1041)**

*Filed December 23, 1997*

**Regulation Outline**

Citation. . . . .	1
<b>INTERPRETATION</b>	
Definitions. . . . .	2
Act — Loi	
experimental course — cours expérimental	
family associate — personne apparentée	
holiday — jour férié	
pilot course — cours pilote	
principal's certificate — certificat d'aptitude à la direction des écoles	
supplementary course — cours supplémentaire	
textbooks — manuels scolaires	
<b>SCHOOL ATTENDANCE</b>	
School hours. . . . .	3
Closure of schools on holidays. . . . .	4
School vacations. . . . .	5
Temporary closure of schools. . . . .	6
<b>ADMINISTRATION</b>	
Designations. . . . .	7
Trust funds. . . . .	8
Sums of money received by a District Education Council. . . . .	8.1
Community use of school property. . . . .	9
Sources of money to be earned and retained. . . . .	10
Maximum budgetary surplus. . . . .	10.1
Operation of a cafeteria. . . . .	10.2
Operation of a driver education program. . . . .	10.3
<b>PUPILS</b>	
School admission. . . . .	11
Persons permitted to receive free school privileges. . . . .	12
Repealed. . . . .	13
Fees payable by international pupils. . . . .	13.1
Responsibility of superintendents respecting pupils. . . . .	14
<b>TEXTBOOKS</b>	
Distribution of textbooks. . . . .	15
Property of the Minister. . . . .	16
Loss, destruction or mutilation of textbooks. . . . .	17

**RÈGLEMENT DU  
NOUVEAU-BRUNSWICK 97-150**

**pris en vertu de la**

**LOI SUR L'ÉDUCATION  
(D.C. 97-1041)**

*Déposé le 23 décembre 1997*

**Sommaire**

Citation. . . . .	1
<b>INTERPRÉTATION</b>	
Définitions. . . . .	2
certificat d'aptitude à la direction des écoles — principal's certificate	
cours expérimental — experimental course	
cours pilote — pilot course	
cours supplémentaire — supplementary course	
jour férié — holiday	
Loi — Act	
manuels scolaires — textbooks	
personne apparentée — family associate	
<b>FRÉQUENTATION SCOLAIRE</b>	
Heures de classe. . . . .	3
Fermeture des écoles les jours fériés. . . . .	4
Congés scolaires. . . . .	5
Fermeture temporaire des écoles. . . . .	6
<b>ADMINISTRATION</b>	
Désignations. . . . .	7
Fonds en fiducie. . . . .	8
Sommes reçues par un conseil d'éducation de district. . . . .	8.1
Utilisation des biens scolaires par la communauté. . . . .	9
Origine des sommes réalisées et conservées. . . . .	10
Surplus budgétaire maximum. . . . .	10.1
Exploitation d'une cafétéria. . . . .	10.2
Exploitation d'un programme d'éducation routière. . . . .	10.3
<b>ÉLÈVES</b>	
Admission des élèves. . . . .	11
Personnes pouvant recevoir gratuitement des privilèges scolaires. . . . .	12
Abrogé. . . . .	13
Droits et frais payés par les élèves internationaux. . . . .	13.1
Responsabilité des directeurs généraux concernant les élèves. . . . .	14
<b>MANUELS SCOLAIRES</b>	
Distribution des manuels scolaires. . . . .	15
Manuels scolaires appartenant au ministre. . . . .	16
Manuels scolaires perdus, détruits ou endommagés. . . . .	17

Disposal of textbooks. . . . .	18
Return of textbooks. . . . .	19
<b>SCHOOL PERSONNEL</b>	
Superintendents. . . . .	20
Directors of education. . . . .	20.1
District supervisors of instruction. . . . .	20.2
Principals. . . . .	21
Vice-principals. . . . .	22
Repealed. . . . .	23
Teachers. . . . .	24
Responsibilities of teachers. . . . .	25
Testing. . . . .	25.1
Teachers' salaries. . . . .	26
Resignations of teachers. . . . .	27
<b>GENERAL</b>	
Number, types and levels of instructional programs. . . . .	28
Symbols and flags. . . . .	29
National Anthem. . . . .	29.1
Exemptions for pupils. . . . .	29.2
Fire drills. . . . .	30
<b>PROVINCIAL CURRICULUM AND EVALUATION ADVISORY COMMITTEES</b>	
Provincial curriculum and evaluation advisory committees. . . . .	31
Recommendations from provincial curriculum and evaluation advisory committees. . . . .	32
Curriculum development committees and task forces . . . . .	33
Recommendations from curriculum development committees and task forces. . . . .	34
Recommendations from teachers, professional groups, voluntary associations and other associations. . . . .	35
Recommendations respecting pilot, experimental or other courses. . . . .	36
<b>PUPIL EVALUATION</b>	
Tests and examinations. . . . .	37
Repealed. . . . .	38
<b>PUPIL APPEALS</b>	
Notice of suspension and right of appeal. . . . .	39
School appeal process. . . . .	40
Appeals to the superintendent. . . . .	41
Composition of the district appeals committee. . . . .	42
District appeals committee procedure. . . . .	43
<b>APPEAL BOARD ON TEACHER CERTIFICATION</b>	
Repealed. . . . .	44
Repealed. . . . .	45
Repealed. . . . .	46
Repealed. . . . .	47
Repealed. . . . .	48
Repealed. . . . .	49
Repealed. . . . .	50
Repealed. . . . .	51
Repealed. . . . .	52
Repealed. . . . .	53
<b>PROVINCIAL BOARDS OF EDUCATION</b>	
Repealed. . . . .	54
<b>TRANSITIONAL PROVISIONS</b>	
Transitional provisions. . . . .	55
<b>REPEAL</b>	
Repeal. . . . .	56

Manuels scolaires hors d'usage. . . . .	18
Remise des manuels scolaires. . . . .	19
<b>PERSONNEL SCOLAIRE</b>	
Directeurs généraux. . . . .	20
Directeurs de l'éducation. . . . .	20.1
Agents pédagogiques de district. . . . .	20.2
Directeurs d'écoles. . . . .	21
Directeurs adjoints. . . . .	22
Abrogé. . . . .	23
Enseignants. . . . .	24
Responsabilités des enseignants. . . . .	25
Tests. . . . .	25.1
Salaire des enseignants. . . . .	26
Démissions des enseignants. . . . .	27
<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	
Nombre, type et niveau des programmes d'enseignement. . . . .	28
Symboles et drapeaux. . . . .	29
Hymne national. . . . .	29.1
Dispenses pour les élèves. . . . .	29.2
Exercices d'incendie. . . . .	30
<b>COMITÉS CONSULTATIFS PROVINCIAUX DES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET DE L'ÉVALUATION</b>	
Comités consultatifs provinciaux des programmes d'études et de l'évaluation. . . . .	31
Recommandations émanant des comités consultatifs provinciaux des programmes d'études et de l'évaluation. . . . .	32
Comités de développement des programmes d'études et comités d'étude. . . . .	33
Recommandations des comités de développement des programmes d'études et des comités d'étude. . . . .	34
Recommandations des enseignants, des groupes professionnels, des associations bénévoles et autres associations. . . . .	35
Recommandations concernant les cours pilotes, expérimentaux ou autres. . . . .	36
<b>ÉVALUATION DES ÉLÈVES</b>	
Épreuves et examens. . . . .	37
Abrogé. . . . .	38
<b>APPELS PAR LES ÉLÈVES</b>	
Avis de suspension et droit d'en appeler. . . . .	39
Procédure d'appel. . . . .	40
Appels auprès du directeur général. . . . .	41
Composition du comité d'appel de district. . . . .	42
Procédure du comité d'appel de district. . . . .	43
<b>COMMISSION D'APPEL SUR LA RECONNAISSANCE DES TITRES DE COMPÉTENCE DES ENSEIGNANTS</b>	
Abrogé. . . . .	44
Abrogé. . . . .	45
Abrogé. . . . .	46
Abrogé. . . . .	47
Abrogé. . . . .	48
Abrogé. . . . .	49
Abrogé. . . . .	50
Abrogé. . . . .	51
Abrogé. . . . .	52
Abrogé. . . . .	53
<b>COMMISSIONS PROVINCIALES DE L'ÉDUCATION</b>	
Abrogé. . . . .	54
<b>DISPOSITIONS TRANSITOIRES</b>	
Dispositions transitoires. . . . .	55
<b>ABROGATION</b>	
Abrogation. . . . .	56

**COMMENCEMENT**

Commencement. . . . .57

**ENTRÉE EN VIGUEUR**

Entrée en vigueur. . . . .57



Under section 57 of the *Education Act*, the Lieutenant-Governor in Council makes the following Regulation:

### Citation

1 This Regulation may be cited as the *School Administration Regulation - Education Act*.

## INTERPRETATION

### Definitions

2 In this Regulation

“Act” means the *Education Act*; (*Loi*)

“experimental course” means an instructional course, subject to criteria approved by the Minister, conducted for research purposes; (*cours expérimental*)

“family associate” means a spouse, parent, child, grandparent, grandchild, brother, sister, aunt, uncle, niece, nephew or first cousin; (*personne apparentée*)

“foreign pupil” Repealed: 2001-49

“holiday” means

(a) a holiday as defined in section 38 of the *Interpretation Act*,

(b) a holiday proclaimed by the Governor-General or the Lieutenant-Governor for any particular schools or school districts, and

(c) whenever a holiday falls on a Saturday or Sunday, the next teaching day; (*jour férié*)

“international pupil” Repealed: 2021, c.10, s.2

“pilot course” means an instructional course, subject to criteria approved by the Minister, conducted to determine the feasibility of its inclusion in the regular program of studies for the schools of the Province conducted under the Act; (*cours pilote*)

“principal’s certificate” means an interim principal’s certificate or a principal’s certificate issued by the Registrar; (*certificat d’aptitude à la direction des écoles*)

“supplementary course” means a course which, for a given school district, is not normally provided under section 6 of the Act; (*cours supplémentaire*)

En vertu de l’article 57 de la *Loi sur l’éducation*, le lieutenant-gouverneur en conseil établit le règlement suivant :

### Citation

1 Le présent règlement peut être cité sous le titre : *Règlement sur l’administration scolaire - Loi sur l’éducation*.

## INTERPRÉTATION

### Définitions

2 Dans le présent règlement

« certificat d’aptitude à la direction des écoles » désigne un certificat provisoire d’aptitude à la direction des écoles ou un certificat d’aptitude à la direction des écoles délivré par le registraire; (*principal’s certificate*)

« cours expérimental » désigne un cours d’enseignement dispensé à des fins de recherche et soumis aux critères que le ministre approuve; (*experimental course*)

« cours pilote » désigne un cours d’enseignement soumis aux critères que le ministre approuve, et dispensé dans le but de décider de l’intégration éventuelle de ce cours dans le programme d’études ordinaire des écoles de la province régies par la Loi; (*pilot course*)

« cours supplémentaire » désigne un cours qui n’est pas normalement prévu par l’article 6 de la Loi pour un district scolaire donné; (*supplementary course*)

« élève étranger » Abrogé : 2001-49

« élève international » Abrogé : 2021, ch. 10, art. 2

« jour férié » désigne

a) un jour férié défini à l’article 38 de la *Loi d’interprétation*;

b) un jour férié proclamé par le Gouverneur-général ou le lieutenant-gouverneur pour toute école ou tout district scolaire en particulier; et

c) lorsqu’un jour férié tombe le samedi ou le dimanche, le jour d’enseignement suivant; (*holiday*)

« Loi » désigne la *Loi sur l’éducation*; (*Act*)

« manuels scolaires » désigne les principaux manuels de classe ainsi que les livres et le matériel supplémen-

“textbooks” means basic school books and supplementary books and materials provided by the Minister for distribution to pupils and teachers. (*manuels scolaires*)

2001-49; 2004-9; 2021, c.10, s.2

## SCHOOL ATTENDANCE

### School hours

**3(1)** School hours shall include all the time between the opening and the closing of school for the day.

**3(2)** The Minister shall provide a minimum number of hours of instruction per day, or the equivalent in a school year, exclusive of the noon recess, as follows:

- (a) for kindergarten and grades one and two, four hours;
- (b) for grades three to eight, inclusive, five hours; and
- (c) for grades nine to twelve, inclusive, five and one-half hours.

2021, c.10, s.2

### Closure of schools on holidays

**4** No school shall operate on a holiday.

### School vacations

**5** There shall be in all schools

- (a) a summer vacation beginning on the first day of July and ending on the Saturday immediately preceding Labour Day, unless otherwise varied by the Minister for any school district for any school year,
- (b) a winter vacation of two weeks, beginning on the Saturday immediately preceding Christmas Day, unless otherwise varied by the Minister for any school district for any school year, and
- (c) a spring vacation of one week, beginning on the Saturday immediately preceding the first Monday in the month of March.

2021, c.10, s.2

taires que le ministre fournit pour distribuer aux élèves et aux enseignants; (*textbooks*)

« personne apparentée » désigne un conjoint, un parent, un enfant, un grand-parent, un petit-enfant, un frère, une soeur, une tante, un oncle, une nièce, un neveu ou un cousin germain. (*family associate*)

2001-49; 2004-9; 2021, ch. 10, art. 2

## FRÉQUENTATION SCOLAIRE

### Heures de classe

**3(1)** Les heures de classe comprennent la période entre l’ouverture et la fermeture de l’école au cours d’une même journée.

**3(2)** Le ministre doit prévoir un nombre minimum d’heures d’enseignement par jour ou l’équivalent au cours d’une année scolaire, à l’exclusion de la pause du midi, établi comme suit :

- a) de la maternelle à la deuxième année, quatre heures;
- b) de la troisième à la huitième année, cinq heures; et
- c) de la neuvième à la douzième année, cinq heures et demi.

2021, ch. 10, art. 2

### Fermeture des écoles les jours fériés

**4** Les écoles sont fermées les jours fériés.

### Congés scolaires

**5** Les congés dans toutes les écoles sont les suivants :

- a) le congé d’été, du premier juillet au samedi qui précède immédiatement la fête du travail, sauf modification par le ministre pour tout district scolaire et pour toute année scolaire;
- b) le congé d’hiver, d’une durée de deux semaines, à partir du samedi qui précède immédiatement le jour de Noël, sauf modification par le ministre pour tout district scolaire et pour toute année scolaire; et
- c) le congé du printemps, d’une durée d’une semaine, à partir du samedi précédant le premier lundi de mars.

2021, ch. 10, art. 2

### Temporary closure of schools

**6(1)** The Minister may, for any reason the Minister considers sufficient, vary the summer vacation for a school district for any school year and, having done so, may authorize the operation of schools or parts of schools in that school district during a portion of the summer vacation and the closing of those schools or parts of schools during a corresponding number of regular teaching days.

**6(2)** The Minister may order the closing of schools or parts of schools during part of the school year for any reason the Minister considers sufficient, and may order a corresponding or lesser number of additional days of operation in substitution therefor.

**6(2.1)** A District Education Council may make application to the Minister for the variation of the summer vacation under subsection (1) or for the closing of schools or parts of schools under subsection (2).

**6(3)** The Minister may delegate in writing to a district education council all or part of the power conferred under subsection (2), but in the event of any closing under such delegation, the Minister may, notwithstanding such delegation, order a corresponding or lesser number of additional days of operation in substitution therefor.

2001-49; 2021, c.10, s.2

### ADMINISTRATION

#### Designations

**7(1)** A designation by the Minister under section 42 of the Act may be made orally or in writing and in any manner, and may be communicated to the person so designated by the Minister or by a person delegated by the Minister.

**7(2)** A person designated under subsection (1) shall have all the rights and duties of the Minister to perform the function for which the designation was made.

**7(3)** Any person may appeal to the Minister from a decision made by a person designated under subsection (1).

2021, c.10, s.2

### Fermeture temporaire des écoles

**6(1)** Le ministre peut, pour toute raison qu'il considère suffisante, modifier le congé d'été d'un district scolaire pour toute année scolaire, auquel cas il peut autoriser le fonctionnement d'écoles ou de sections d'écoles de ce district scolaire pendant une partie du congé d'été et la fermeture d'écoles ou de sections d'écoles pendant un nombre correspondant de jours d'enseignement ordinaires.

**6(2)** Le ministre peut ordonner la fermeture d'écoles ou de sections d'écoles pendant une partie de l'année scolaire pour tout motif qu'il estime suffisant et ordonner leur fonctionnement pendant un nombre correspondant ou inférieur de jours supplémentaires pour compenser cette fermeture.

**6(2.1)** Un conseil d'éducation de district peut demander au ministre de modifier le congé d'été en vertu du paragraphe (1) ou la fermeture d'écoles ou de sections d'écoles en vertu du paragraphe (2).

**6(3)** Le ministre peut déléguer, par écrit, au conseil d'éducation de district tout ou partie du pouvoir qui lui est conféré en vertu du paragraphe (2), mais dans le cas où une décision de fermeture est prise en vertu de cette délégation, le ministre peut, néanmoins, ordonner le fonctionnement d'une école pendant un nombre correspondant ou inférieur de jours supplémentaires pour compenser cette fermeture.

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

### ADMINISTRATION

#### Désignations

**7(1)** Les désignations effectuées par le ministre en vertu de l'article 42 de la Loi peuvent être faites de vive voix ou par écrit de quelque manière que ce soit et peuvent être communiquées aux intéressés par le ministre ou toute personne qu'il délègue à cette fin.

**7(2)** Toute personne désignée en vertu du paragraphe (1), est investie des pouvoirs et des responsabilités du ministre dans l'exercice des fonctions pour lesquelles elle a été désignée.

**7(3)** Il peut être interjeté appel auprès du ministre de toute décision prise par une personne désignée en vertu du paragraphe (1).

2021, ch. 10, art. 2

**Trust funds**

**8(1)** The Minister shall be the sole administrator and trustee of any money donated in trust to the Minister.

**8(2)** When the principal and income in a trust are completely expended, the trust shall expire and the Minister shall bear no responsibility to expend money for or to continue to operate any project for which money has been expended under the trust.

**8(3)** The District Education Council concerned shall be the sole administrator and trustee of any money donated in trust to the District Education Council, the school district for which the District Education Council is established or a school within that school district.

**8(4)** When the principal and income in a trust are completely expended, the trust shall expire and the District Education Council concerned shall bear no responsibility to expend money for or to continue to operate any project for which money has been expended under the trust.

2001-49; 2021, c.10, s.2

**Sums of money received by a District Education Council**

2001-49

**8.1(1)** In this section

“educational use” means a project relating to education and includes co-curricular activities, extra-curricular activities, scholarships, prizes and equipment or materials that are not a part of the fundamental program provided by the Minister as free school privileges.

**8.1(2)** A District Education Council may accept a sum of money received by way of gift or awarded to it only if

(a) the donor

(i) devises the money by way of a testamentary instrument to the District Education Council for educational use, or

(ii) agrees with the District Educational Council that the money shall be expended by the District Education Council for one or more educational uses, and

**Fonds en fiducie**

**8(1)** Le ministre est l'unique administrateur et fiduciaire de toute somme donnée en fiducie au ministre.

**8(2)** Lorsque le principal d'une fiducie et les revenus générés sont complètement épuisés, la fiducie expire et le ministre n'est pas tenu de dépenser de l'argent relativement à tout projet ou à l'administration de tout projet auquel ont servi les sommes du fonds en fiducie.

**8(3)** Le conseil d'éducation de district concerné est le seul administrateur et fiduciaire de toute somme donnée en fiducie au conseil d'éducation de district, au district scolaire pour lequel le conseil d'éducation de district est établi ou à une école de ce district scolaire.

**8(4)** Lorsque le principal d'une fiducie et les revenus générés sont complètement épuisés, la fiducie expire et le conseil d'éducation de district concerné n'est pas tenu de dépenser de l'argent relativement à tout projet ou à l'administration de tout projet auquel ont servi les sommes du fonds en fiducie.

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

**Sommes reçues par un conseil d'éducation de district**

2001-49

**8.1(1)** Dans le présent article

« usage éducationnel » désigne un projet relatif à l'éducation et s'entend également des activités périscolaires, parascolaires, des bourses, des prix, de l'équipement ou des matériaux qui ne font pas partie du programme fondamental fourni par le ministre comme des privilèges scolaires gratuits.

**8.1(2)** Un conseil d'éducation de district ne peut accepter une somme qui lui est accordée ou qu'il reçoit en don que si

a) le donneur

(i) lègue l'argent par acte testamentaire au conseil d'éducation de district pour un usage éducationnel, ou

(ii) convient avec le conseil d'éducation de district que l'argent soit dépensé par le conseil d'éducation de district pour un usage éducationnel ou plus, et

(b) the donor does not specify that the money be expended to benefit only individually named pupils.

**8.1(3)** Any individual, partnership, corporation, society, other government or other group of individuals may be a donor under subsection (2).

2001-49; 2021, c.10, s.2

### **Community use of school property**

**9(1)** For the purposes of section 46 of the Act, a District Education Council may authorize the use of school property for educational, cultural, recreational, commercial or personal purposes, as considered appropriate by the District Education Council.

**9(2)** Subject to subsection (3), a fee may be charged by a District Education Council for the use of school property under section 46 of the Act if

(a) the fee does not have the effect of discouraging appropriate community use of school property, and

(b) the fee is not higher than the market commercial rate that would be charged in the same community for a similar facility unless such is required to offset incremental costs as required under subsection (3).

**9(3)** Where incremental costs are incurred as a result of making school property available for use by the community, the District Education Council shall ensure that a fee is collected and expended to offset those costs.

**9(4)** Any amount of the fee earned and retained by a District Education Council in excess of the amount required to offset incremental costs under subsection (3) shall be expended by the District Education Council for an educational purpose.

2001-49

### **Sources of money to be earned and retained**

**10** For the purposes of subparagraph 50.2(3)(b)(i) of the Act, sources from which a District Education Council may earn and retain sums of money are as follows:

(a) from the operation of a cafeteria;

b) le donneur ne stipule pas que l'argent ne soit dépensé qu'au profit d'élèves nommés individuellement.

**8.1(3)** Tout particulier, toute société en nom collectif, toute corporation, toute société, tout autre gouvernement ou tout autre groupe de particuliers peut être un donneur en vertu du paragraphe (2).

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

### **Utilisation des biens scolaires par la communauté**

**9(1)** Aux fins de l'article 46 de la Loi, un conseil d'éducation de district peut autoriser l'utilisation de biens scolaires à des fins éducatives, culturelles, de loisirs, commerciales ou personnelles qu'il estime appropriées.

**9(2)** Sous réserve du paragraphe (3), un droit peut être prélevé par un conseil d'éducation de district pour l'utilisation de biens scolaires en vertu de l'article 46 de la Loi si

a) le droit n'a pas pour effet de décourager l'utilisation communautaire appropriée des biens scolaires, et

b) le droit n'est pas supérieur au tarif commercial du marché qui serait imposé dans la même communauté pour une installation semblable à moins que ce ne soit nécessaire pour compenser les coûts différentiels requis en vertu du paragraphe (3).

**9(3)** Lorsque des coûts différentiels sont engagés pour rendre les biens scolaires disponibles à leur utilisation par la communauté, le conseil d'éducation de district doit s'assurer que le droit est perçu et dépensé pour compenser ces coûts.

**9(4)** Tout montant du droit réalisé et retenu par un conseil d'éducation de district en plus du montant requis pour compenser les coûts différentiels en vertu du paragraphe (3) doit être dépensé par le conseil d'éducation de district dans un but éducatif.

2001-49

### **Origine des sommes réalisées et conservées**

**10** Aux fins du sous-alinéa 50.2(3)b)(i) de la Loi, un conseil d'éducation de district peut réaliser et retenir les sommes provenant des sources suivantes :

a) l'exploitation d'une cafétéria;



(b) from the operation of a driver education program;

(c) from the operation of a daycare;

(d) Repealed: 2021, c.10, s.2

(e) from or in support of extra-curricular activities; and

(f) from or in support of pupil activities.

2001-49; 2021, c.10, s.2

### Maximum budgetary surplus

2001-49

**10.1** The budgetary surplus realized in its operations and retained by a District Education Council from year to year in accordance with subsection 50.2(9) of the Act shall not at any time exceed an accumulated amount of

(a) \$250,000, if the initial budget provided to the District Education Council was less than \$100,000,000,

(b) \$325,000, if the initial budget provided to the District Education Council was \$100,000,000 or more but less than \$200,000,000, or

(c) \$500,000, if the initial budget provided to the District Education Council was \$200,000,000 or more.

2001-49; 2018-22

### Operation of a cafeteria

2001-49

**10.2(1)** A cafeteria may be operated in a school if its operation will not create a deficit in the financial account of the District Education Council that is reserved for cafeteria purposes.

**10.2(2)** Any money earned and retained by a District Education Council from the operation of a cafeteria shall be expended by the District Education Council

(a) for the operation of food services, or

b) l'exploitation d'un programme de conduite au volant;

c) l'exploitation d'une garderie;

d) Abrogé : 2021, ch. 10, art. 2

e) les recettes et le financement afférents aux activités parascolaires; et

f) les recettes et le financement afférents aux activités étudiantes.

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

### Surplus budgétaire maximum

2001-49

**10.1** Le surplus budgétaire qu'un conseil d'éducation de district réalise dans le cadre de ses opérations et qu'il retient d'année en année conformément au paragraphe 50.2(9) de la Loi ne peut à quelque moment que ce soit dépasser l'un quelconque des montants accumulés suivants :

a) 250 000 \$, si le budget initial qui lui a été accordé s'avérait inférieur à 100 000 000 \$;

b) 325 000 \$, si budget initial s'avérait égal ou supérieur à 100 000 000 \$, mais inférieur à 200 000 000 \$;

c) 500 000 \$, si le budget initial s'avérait égal ou supérieur à 200 000 000 \$.

2001-49; 2018-22

### Exploitation d'une cafétéria

2001-49

**10.2(1)** Une cafétéria peut être exploitée dans une école si son exploitation ne crée pas un déficit dans le compte financier du conseil d'éducation de district réservé à cette fin.

**10.2(2)** Toute somme réalisée et retenue par un conseil d'éducation de district dans l'exploitation d'une cafétéria doit être dépensée par le conseil d'éducation de district

a) pour l'exploitation des services alimentaires, ou

(b) for an educational purpose.

2001-49; 2003-79

### **Operation of a driver education program**

2001-49

**10.3(1)** A driver education program may be operated in a school district only if

(a) the cost of operation for classroom instruction is included in the budget provided by the Minister for the operation of the school district under subsection 50.2(1) of the Act for that school year, and

(b) the cost of operation of in-vehicle instruction is on a cost recovery basis.

**10.3(2)** Any money earned and retained by a District Education Council from the operation of a driver education program may only be expended for the continued operation and maintenance of the driver education program.

2001-49; 2021, c.10, s.2

## **PUPILS**

### **School admission**

**11(1)** Each new pupil shall obtain a permit from the superintendent of the school district in which the pupil resides before attending school.

**11(2)** No child shall be eligible for admission to kindergarten unless the child has proof of attainment of the full age of five years on or before the thirty-first day of December of the school year.

### **Persons permitted to receive free school privileges**

**12(1)** For the purposes of subsection 8(3) of the Act, the Minister may, on the recommendation of the superintendent of the school district, provide free school privileges

(a) to a person of school age who

(i) is a resident of the Province who has graduated from high school,

b) dans un but éducationnel.

2001-49; 2003-79

### **Exploitation d'un programme d'éducation routière**

2001-49

**10.3(1)** Un programme d'éducation routière ne peut être exploité dans un district scolaire que si

a) le coût de fonctionnement de l'enseignement en classe est compris dans le budget fourni par le ministre pour le fonctionnement du district scolaire en vertu du paragraphe 50.2(1) de la Loi pour cette année scolaire, et

b) le coût de fonctionnement de l'enseignement dans les véhicules est contre remboursement des frais.

**10.3(2)** Toute somme réalisée et retenue par un conseil d'éducation de district dans l'exploitation d'un programme d'éducation routière ne peut être dépensée que pour l'exploitation et l'entretien continu du programme d'éducation routière.

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

## **ÉLÈVES**

### **Admission des élèves**

**11(1)** Avant d'être admis à l'école, chaque nouvel élève doit obtenir un permis d'entrée à l'école auprès du directeur général du district scolaire dans lequel il réside.

**11(2)** Aucun enfant n'est admissible en maternelle sans présentation de la preuve qu'il aura cinq ans révolus au trente et un décembre de l'année scolaire.

### **Personnes pouvant recevoir gratuitement des privilèges scolaires**

**12(1)** Aux fins du paragraphe 8(3) de la Loi, le ministre peut, sur la recommandation du directeur général du district scolaire, offrir gratuitement des privilèges scolaires

a) à une personne d'âge scolaire qui

(i) est une résidente de la province qui a obtenu son diplôme d'études secondaires,

(ii) is a resident of another Canadian province and who enters New Brunswick for the purpose of attending school,

(iii) is a child of a person who is lawfully admitted to Canada

(A) with a work permit to work in New Brunswick, or

(B) with a study permit and who is in full-time attendance at

(I) an educational institution designated under the *Degree Granting Act*,

(II) an educational institution, as defined in the *Degree Granting Act*, that is established under an Act of the Legislature,

(III) an institution established or operated under the *Adult Education and Training Act*,

(IV) Maritime College of Forest Technology,

(V) the Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB), or

(VI) the New Brunswick Community College (NBCC),

(iv) is claiming refugee status, or

(v) is a child of a person claiming refugee status, and

(b) to a person older than school age who is a resident of the Province who has not graduated from high school.

**12(2)** The recommendation of a superintendent under subsection (1) shall be made subject to any policies or directives of the District Education Council concerned.

2001-49; 2009-39; 2010-83; 2021, c.10, s.2

(ii) est une résidente d'une autre province canadienne et qui vient au Nouveau-Brunswick afin d'aller à l'école,

(iii) est l'enfant d'une personne qui est légalement admise au Canada et qui

(A) détient un permis de travail l'autorisant à exercer un emploi au Nouveau-Brunswick, ou

(B) détient un permis d'études et fréquente à temps plein

(I) une institution d'enseignement désignée en vertu de la *Loi sur l'attribution de grades universitaires*,

(II) une institution d'enseignement au sens que donne de ce terme la *Loi sur l'attribution de grades universitaires*, créé en vertu d'une loi de la Législature,

(III) un établissement créé ou mis en service en vertu de la *Loi sur l'enseignement et la formation destinés aux adultes*,

(IV) le Collège de technologie forestière des Maritimes,

(V) le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB), ou

(VI) le New Brunswick Community College (NBCC),

(iv) revendique le statut de réfugié, ou

(v) est l'enfant d'une personne qui revendique le statut de réfugié, et

b) à une personne qui a un âge plus avancé que l'âge scolaire qui est résidente de la province qui n'a pas obtenu son diplôme d'études secondaires.

**12(2)** La recommandation du directeur général prévue au paragraphe (1) doit être assujettie à toutes politiques ou directives du conseil d'éducation de district concerné.

2001-49; 2009-39; 2010-83; 2021, ch. 10, art. 2

**International pupils**

Repealed: 2021, c.10, s.2

2001-49; 2021, c.10, s.2

**13** Repealed: 2021, c.10, s.2

2001-49; 2009-39; 2010, c.31, s.35; 2021, c.10, s.2

**Fees payable by international pupils**

2021, c.10, s.2

**13.1(1)** For the purposes of subsection 8.1(3) of the Act, the amount of a tuition fee shall be calculated by dividing the sum of the total ordinary and capital budgets of the Department of Education and Early Childhood Development and that portion of the ordinary and capital budgets of any other department of the Province designated for the public education system, for the previous fiscal year, by the number of pupils in the public education system on September 30 of the corresponding school year.

**13.1(2)** For the purposes of paragraph 8.1(4)(a) of the Act, an administration fee shall not be greater than \$300.

**13.1(3)** For the purposes of paragraph 8.1(4)(b) of the Act, an orientation fee is \$150.

2021, c.10, s.2

**Responsibility of superintendents respecting pupils**

**14** Subject to any policies or directives of the District Education Council concerned, the superintendent of the school district shall require that every pupil

- (a) comes to school clean and tidy in their person and clothes,
- (b) avoids idleness, profanity, falsehood and deceit, quarrelling and fighting, and be kind and courteous to their classmates, obedient to their instructors and diligent in their studies,
- (c) conforms to the rules of the school,
- (d) provides an excuse from their parent or guardian for tardiness or absence from school,

**Élèves internationaux**

Abrogé : 2021, ch. 10, art. 2

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

**13** Abrogé : 2021, ch. 10, art. 2

2001-49; 2009-39; 2010, ch. 31, art. 35; 2021, ch. 10, art. 2

**Droits et frais payés par les élèves internationaux**

2021, ch. 10, art. 2

**13.1(1)** Aux fins d'application du paragraphe 8.1(3) de la Loi, le montant des droits de scolarité se calcule par la division de la somme que représentent le total du budget ordinaire et du budget des dépenses en capital du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance et la partie du budget ordinaire et du budget des dépenses en capital de tout autre ministère de la province affectée au système d'instruction publique pour l'exercice financier précédent par le nombre d'élèves que compte ce système au 30 septembre de l'année scolaire correspondante.

**13.1(2)** Aux fins d'application de l'alinéa 8.1(4)a) de la Loi, les frais d'administration ne peuvent excéder 300 \$.

**13.1(3)** Aux fins d'application de l'alinéa 8.1(4)b) de la Loi, les droits d'orientation sont de 150 \$.

2021, ch. 10, art. 2

**Responsabilité des directeurs généraux concernant les élèves**

**14** Sous réserve de toutes politiques ou directives du conseil d'éducation de district concerné, le directeur général d'un district scolaire doit exiger que chaque élève

- a) vienne à l'école propre et bien vêtu,
- b) évite de paresser, de jurer, de mentir et de tricher, de se quereller et de se bagarrer et soit bienveillant et poli envers ses camarades de classe, obéissant à ses instructeurs et assidu dans ses études,
- c) respecte les règles de l'école,
- d) présente à l'enseignant une excuse de ses parents ou de son tuteur pour tout retard ou toute absence de l'école,

(e) attends the particular grade or class to which the pupil is assigned,

(f) is present at each required evaluation and examination,

(g) is responsible to the teacher or to other personnel as designated by the principal of the school for any misconduct in or on school property,

(h) is subject to the supervision and control of the teacher while travelling to and from and while engaged in school sponsored extra-curricular activities of any kind, and be subject to discipline as provided for in the Act and the regulations in the same manner and to the same extent as if attending regular school classes, and

(i) comes to school with the prescribed textbooks and school materials needed in their classes.

2001-49; 2021, c.10, s.2

### TEXTBOOKS

#### Distribution of textbooks

##### 15 A teacher

(a) shall distribute new and used free textbooks without discrimination, and

(b) shall not entertain any complaint concerning the distribution of used books.

#### Property of the Minister

2021, c.10, s.2

##### 16 All textbooks remain the property of the Minister.

2021, c.10, s.2

#### Loss, destruction or mutilation of textbooks

17 A pupil losing, destroying or mutilating any free textbook shall pay for it or purchase a replacement in accordance with instructions issued by the Minister, and the replacement shall become the property of the Minister.

2021, c.10, s.2

e) fréquente l'année ou la classe qui lui est assignée,

f) soit présent lors de chaque évaluation et examen obligatoires,

g) réponde de son inconduite dans ou sur des biens scolaires à l'enseignant ou à tout autre membre du personnel désigné par le directeur de l'école,

h) soit sous la surveillance et la direction de l'enseignant lorsqu'il voyage dans le cadre de toute activité parascolaire, lorsqu'il y participe et lorsqu'il en revient, et soit assujetti aux mesures disciplinaires prévues par la Loi et les règlements comme s'il était en classe, et

i) amène à l'école les manuels scolaires prescrits et le matériel scolaire nécessaire.

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

### MANUELS SCOLAIRES

#### Distribution des manuels scolaires

##### 15 L'enseignant doit

a) distribuer gratuitement les manuels scolaires neufs et usagés, sans discrimination aucune, et

b) ignorer toute plainte concernant la distribution de manuels scolaires usagés.

#### Manuels scolaires appartenant au ministre

2021, ch. 10, art. 2

##### 16 Tous les manuels scolaires appartiennent au ministre.

2021, ch. 10, art. 2

#### Manuels scolaires perdus, détruits ou endommagés

17 L'élève qui perd, détruit ou endommage un manuel scolaire distribué gratuitement doit le payer ou en acheter un neuf conformément aux directives arrêtées par le ministre, le livre neuf devenant la propriété du ministre.

2021, ch. 10, art. 2

**Disposal of textbooks**

**18** Textbooks considered to be no longer suitable for school use shall be disposed of according to instructions issued by the Minister.

2021, c.10, s.2

**Return of textbooks**

**19(1)** If a pupil transfers from a school, the pupil shall leave at the school all free textbooks distributed to the pupil at the school.

**19(2)** On or before the last day of the school year or when a pupil or teacher leaves the school, the pupil or teacher shall leave at the school all free textbooks distributed to the pupil or teacher at the school.

2021, c.10, s.2

**SCHOOL PERSONNEL****Superintendents**

2001-49

**20** A person may not be employed in the delivery of public education as a superintendent unless that person

- (a) possesses a master's degree in education or another appropriate post-graduate degree acceptable to the Minister,
- (b) has at least five years of teaching experience, and
- (c) has at least five years of appropriate experience in an administrative and supervisory capacity.

2001-49; 2021, c.10, s.2

**Directors of education**

2001-49

**20.1** A person may not be employed in the delivery of public education as a director of education unless that person

- (a) possesses a master's degree in education or another appropriate post-graduate degree acceptable to the Minister,
- (b) has at least five years of teaching experience, and

**Manuels scolaires hors d'usage**

**18** Lorsque des manuels scolaires ne conviennent plus à l'usage scolaire on doit en disposer conformément aux directives arrêtées par le ministre.

2021, ch. 10, art. 2

**Remise des manuels scolaires**

**19(1)** Lorsqu'un élève change d'école, il doit y laisser tous les manuels scolaires qui lui ont été distribués gratuitement.

**19(2)** Chaque élève et chaque enseignant doivent laisser à l'école, au plus tard le dernier jour de l'année scolaire ou lorsqu'ils quittent l'école, tous les manuels scolaires qui leur ont été distribués gratuitement.

2021, ch. 10, art. 2

**PERSONNEL SCOLAIRE****Directeurs généraux**

2001-49

**20** Une personne ne peut être employée à la prestation de l'instruction publique à titre de directeur général que si elle

- a) possède une maîtrise en éducation ou un autre diplôme de troisième cycle approprié jugé acceptable par le ministre,
- b) compte au moins cinq ans d'expérience dans l'enseignement, et
- c) compte au moins cinq ans d'expérience appropriée dans le domaine de surveillance.

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

**Directeurs de l'éducation**

2001-49

**20.1** Une personne ne peut être employée à la prestation de l'instruction publique à titre de directeur de l'éducation que si elle

- a) possède une maîtrise en éducation ou un autre diplôme de troisième cycle approprié jugé acceptable par le ministre,
- b) compte au moins cinq ans d'expérience dans l'enseignement, et

(c) has at least two years of appropriate experience in a supervisory capacity.

2001-49; 2021, c.10, s.2

### **District supervisors of instruction**

2001-49

**20.2** A person may not be employed in the delivery of public education as a district supervisor of instruction unless that person

(a) possesses a master's degree in education or another appropriate post-graduate degree acceptable to the Minister, and

(b) has at least five years of teaching experience.

2001-49; 2021, c.10, s.2

### **Principals**

**21(1)** A person may not be employed in the delivery of public education as a principal of a school unless that person possesses a principal's certificate.

**21(2)** Notwithstanding subsection (1), the superintendent of a school district may, in the event of extenuating circumstances, subject to any policies or directives of the District Education Council concerned and with the approval of the Minister, hire a principal who does not possess a principal's certificate for a period of time not to exceed five years.

**21(3)** Notwithstanding subsection (1), where a person who does not possess a principal's certificate is employed as a principal of a school, immediately before the commencement of this subsection, that person may, at the discretion of the superintendent concerned, continue to be employed as principal of that school.

2001-49; 2021, c.10, s.2

### **Vice-principals**

**22(1)** A person may not be employed in the delivery of public education as a vice-principal of a school unless that person possesses a principal's certificate.

c) compte au moins deux ans d'expérience appropriée dans le domaine administratif et de surveillance.

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

### **Agents pédagogiques de district**

2001-49

**20.2** Une personne ne peut être employée à la prestation de l'instruction publique à titre d'agent pédagogique de district que si elle

a) possède une maîtrise en éducation ou un autre diplôme de troisième cycle approprié jugé acceptable par le ministre, et

b) compte au moins cinq ans d'expérience dans l'enseignement.

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

### **Directeurs d'écoles**

**21(1)** Une personne ne peut être employée à la prestation de l'instruction publique à titre de directeur d'école que si elle possède un certificat d'aptitude à la direction des écoles.

**21(2)** Nonobstant le paragraphe (1), le directeur général d'un district scolaire peut, dans des circonstances exceptionnelles, sous réserve de toutes politiques ou directives du conseil d'éducation de district concerné et avec l'approbation du ministre, embaucher un directeur qui ne possède pas de certificat d'aptitude à la direction des écoles pendant une période qui ne peut dépasser cinq ans.

**21(3)** Nonobstant le paragraphe (1), lorsqu'une personne qui ne possède pas de certificat d'aptitude à la direction des écoles est employée comme directeur d'une école, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, elle peut, à la discrétion du directeur général concerné, continuer à être employée comme directeur de cette école.

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

### **Directeurs adjoints**

**22(1)** Une personne ne peut être employée à la prestation de l'instruction publique à titre de directeur adjoint d'une école que si elle possède un certificat d'aptitude à la direction des écoles.

**22(2)** Notwithstanding subsection (1), the superintendent of a school district may, in the event of extenuating circumstances, subject to any policies or directives of the District Education Council concerned and with the approval of the Minister, hire a vice-principal who does not possess a principal's certificate for a period of time not to exceed five years.

**22(3)** Notwithstanding subsection (1), where a person who does not possess a principal's certificate is employed as a vice-principal of a school, immediately before the commencement of this subsection, that person may, at the discretion of the superintendent concerned, continue to be employed as vice-principal of that school.

2001-49; 2021, c.10, s.2

### **Department heads and subject coordinators**

Repealed: 2001-49

2001-49

**23** Repealed: 2001-49

2001-49

### **Teachers**

**24(1)** A person may not be employed in the delivery of public education as a teacher unless that person possesses a teacher's certificate 4 or higher or an interim teacher's certificate 4 or higher.

**24(2)** Notwithstanding subsection (1), where the superintendent of a school district has been unable to obtain the services of a teacher who possesses a teacher's certificate 4 or higher or an interim teacher's certificate 4 or higher, the superintendent may, subject to any policies or directives of the District Education Council concerned and with the approval of the Minister, hire a teacher with lesser qualifications.

**24(3)** Notwithstanding subsection (1), where a person who does not possess a teacher's certificate 4 or higher or an interim teacher's certificate 4 or higher is employed as a teacher, immediately before the commencement of this subsection, that person may, at the discretion of the superintendent concerned, continue to be employed as a teacher during their term of employment.

2001-49; 2004-9; 2016-63; 2021, c.10, s.2

**22(2)** Nonobstant le paragraphe (1), le directeur général d'un district scolaire peut, dans des circonstances exceptionnelles, sous réserve de toutes politiques ou directives du conseil d'éducation de district concerné et avec l'approbation du ministre, embaucher un directeur adjoint qui ne possède pas de certificat d'aptitude à la direction des écoles pendant une période qui ne peut dépasser cinq ans

**22(3)** Nonobstant le paragraphe (1), lorsqu'une personne qui ne possède pas de certificat d'aptitude à la direction des écoles est employée comme directeur adjoint d'une école, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, elle peut, à la discrétion du directeur général concerné, continuer à être employée comme directeur adjoint de cette école.

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

### **Chefs de département et conseillers de matière**

Abrogé : 2001-49

2001-49

**23** Abrogé : 2001-49

2001-49

### **Enseignants**

**24(1)** Une personne ne peut être employée à la prestation de l'instruction publique à titre d'enseignant que si elle possède un certificat d'enseignement provisoire 4 ou supérieur ou un certificat d'enseignement 4 ou supérieur.

**24(2)** Nonobstant le paragraphe (1), lorsque le directeur général d'un district scolaire n'a pas pu retenir les services d'un enseignant qui possède un certificat d'enseignement provisoire 4 ou supérieur ou un certificat d'enseignement 4 ou supérieur, le directeur général peut, sous réserve de toutes politiques ou directives du conseil d'éducation de district concerné et avec l'approbation du ministre, embaucher un enseignant ayant moins de qualifications.

**24(3)** Nonobstant le paragraphe (1), lorsqu'une personne qui ne possède pas de certificat d'enseignement provisoire 4 ou supérieur ou de certificat d'enseignement 4 ou supérieur est employée comme enseignant, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, elle peut, à la discrétion du directeur général concerné, continuer à être employée comme enseignant pendant la durée de son emploi.

2001-49; 2004-9; 2016-63; 2021, ch. 10, art. 2



**Responsibilities of teachers**

**25(1)** Subject to any policies or directives of the District Education Council concerned, a teacher shall

- (a) maintain a regular supervision of the pupils on the school grounds,
- (b) process, according to any instructions issued by the Minister, the records of pupils who are transferred from one department or school to another within the Province,
- (c) keep with care and accuracy records of pupil attendance, inquire into and note all cases of tardiness or absence and, through the principal of the school, forward such records to the superintendent of the school district at the close of the school year,
- (d) Repealed: 2001-49
- (e) practice such discipline as may be exercised by a kind, firm and judicious parent in their family, avoid indiscreet haste in the discipline of their pupils and, in any difficult cases, apply to the principal for advice and direction,
- (f) subject to the arrangements of the superintendent of the school district, see that the school is kept in proper order with respect to cleanliness, neatness, heating and ventilation and be present and see that the classroom is ready for the reception of pupils at least twenty minutes before the time fixed for opening the school both morning and afternoon,
- (g) acquaint the pupils with a timetable showing the order of exercises for each day in the week or month and the time devoted to each,
- (h) in case of sickness, promptly report their absence to the principal of the school,
- (i) teach the prescribed curriculum, including experimental or pilot courses authorized by the Minister,
- (j) attend all meetings called by the principal of the school or the director of education or superintendent of the school district,

**Responsabilités des enseignants**

**25(1)** Sous réserve de toutes politiques ou directives du conseil d'éducation de district concerné, un enseignant doit

- a) exercer une surveillance régulière sur les élèves sur le terrain de l'école,
- b) faire suivre, conformément à toutes directives du ministre, le dossier des élèves qui sont transférés d'un département à un autre ou d'une école de la province à une autre,
- c) tenir avec soin et précision un dossier de présences des élèves, s'informer sur tous les cas de retard ou d'absence et en prendre note, et par l'intermédiaire du directeur de l'école, envoyer ce dossier au directeur général du district scolaire à la fin de l'année scolaire,
- d) Abrogé : 2001-49
- e) exercer une discipline telle que pourrait l'exercer une mère ou un père bienveillant, ferme et judicieux, éviter le manque de tact dans les questions de discipline des élèves et, dans tous les cas difficiles, s'adresser au directeur de l'école pour obtenir des conseils et des directives,
- f) sous réserve des dispositions prises par le directeur général du district scolaire, veiller à ce que l'école soit tenue dans un état convenable en ce qui a trait à la propreté, au bon ordre, au chauffage et à la ventilation, être présent dans la salle de classe et veiller à ce qu'elle soit prête à recevoir les élèves au moins vingt minutes avant l'heure fixée pour le début des classes, le matin comme l'après-midi,
- g) familiariser les élèves avec un tableau d'emploi du temps indiquant l'ordre des travaux de chaque jour de la semaine ou du mois et le temps consacré à chacun,
- h) en cas de maladie, signaler sans délai son absence au directeur de l'école,
- i) enseigner les matières au programme d'études prescrit, y compris les cours expérimentaux ou les cours pilotes autorisés par le ministre,
- j) assister à toutes les réunions convoquées par le directeur de l'école, le directeur de l'éducation ou le directeur général du district scolaire,

(k) assist the superintendent of the school district in the placement of pupils under section 11 of the Act, and

(l) submit to the superintendent of the school district within five days after the close of each school year such year-end reports as may be required by the superintendent or the Minister.

**25(2)** Repealed: 2009-65

**25(3)** No teacher shall

(a) while employed in the discharge of school duties, make use of any religious catechism or interfere, or permit interference on the part of others, with the religious tenets of any pupil,

(b) accept in their class a new pupil who is not in possession of a permit granted by the superintendent of the school district, or

(c) be absent from school without permission of the superintendent of the school district except as expressly authorized under this Regulation or in case of sickness.

**25(4)** A teacher may open and close the daily exercises of the school by reading a portion of Scripture or by offering the Lord's Prayer.

**25(5)** No teacher shall compel any pupil to be present at the opening and closing of the exercises referred to in subsection (4) against the wish of the pupil's parent or guardian, expressed in writing to the principal of the school.

2001-49; 2009-65; 2021, c.10, s.2

### Testing

2021, c.10, s.2

**25.1** For the purposes of section 11.1 of the Act, the test that may be administered is the Wechsler Intelligence Scale for Children (WISC).

2021, c.10, s.2

### Teachers' salaries

**26(1)** For the purpose of computing teachers' salaries, the total number of teaching days in a school year is one hundred and ninety-five.

k) aider le directeur général du district scolaire au placement des élèves en vertu de l'article 11 de la Loi, et

l) présenter au directeur général du district scolaire, dans les cinq jours qui suivent la fin de chaque année scolaire, les rapports de fin d'année qui peuvent être exigés par le directeur général ou le ministre.

**25(2)** Abrogé : 2009-65

**25(3)** Un enseignant ne peut,

a) dans le cours normal de ses fonctions, faire usage de tout catéchisme ni s'opposer ou permettre à d'autres personnes de s'opposer aux croyances religieuses d'un élève,

b) accepter dans sa classe un nouvel élève qui n'a pas en sa possession un permis d'entrée délivré par le directeur général du district scolaire, ou

c) s'absenter de l'école sans la permission du directeur général du district scolaire, sauf s'il y est expressément autorisé en vertu du présent règlement ou en cas de maladie.

**25(4)** L'enseignant peut commencer et terminer les travaux de la journée par la lecture d'un passage des Saintes Écritures ou par la récitation du Notre Père.

**25(5)** Un enseignant ne peut exiger la présence d'un élève pendant la lecture ou la récitation visée au paragraphe (4), contre la volonté de ses parents ou tuteurs, exprimée par écrit au directeur de l'école.

2001-49; 2009-65; 2021, ch. 10, art. 2

### Tests

2021, ch. 10, art. 2

**25.1** Aux fins d'application de l'article 11.1 de la Loi, le test qui peut être administré est l'échelle d'intelligence de Wechsler-Bellevue pour enfants (W.I.S.C.).

2021, ch. 10, art. 2

### Salaire des enseignants

**26(1)** Pour le calcul du salaire des enseignants, l'année scolaire compte cent quatre-vingt-quinze jours d'enseignement.

**26(2)** The superintendent of the school district may require a teacher to submit a medical certificate for days lost due to illness before paying the teacher's salary.

2021, c.10, s.2

### **Resignations of teachers**

**27** A teacher may resign from employment

(a) with the consent of the superintendent of the school district, or

(b) by notice in writing delivered to the superintendent of the school district on or before February 1, or mailed postage prepaid and registered to the superintendent of the school district and post-marked not later than the last day of January, of the school year at the end of which such resignation is to take effect.

2001-49

### **GENERAL**

#### **Number, types and levels of instructional programs**

**28** Subject to the availability of resources, the size and needs of the school population shall determine the number, types and levels of instructional programs to be offered.

#### **Symbols and flags**

**29(1)** Symbols, or emblems distinctive of any national or other society, political party or religious organization shall not be exhibited or employed in or on school property or in school exercises, but nothing herein shall be taken to refer to any peculiarity of the teacher's garb or to the wearing of the cross or other emblem by members of any religious denomination.

**29(2)** The Canadian flag shall be flown while the school is in day time session, unless weather conditions or other reasons make it impractical to do so.

#### **National Anthem**

2009-65

**29.1(1)** Subject to any policies or directives of the District Education Council concerned, on each school day the principal shall ensure the broadcast of the national anthem within the school.

**26(2)** Le directeur général du district scolaire peut enjoindre l'enseignant à présenter un certificat médical justifiant les jours d'absence pour cause de maladie avant de lui verser son salaire.

2021, ch. 10, art. 2

### **Démissions des enseignants**

**27** Un enseignant peut démissionner

a) avec le consentement du directeur général du district scolaire, ou

b) par avis écrit délivré au directeur général du district scolaire le 1<sup>er</sup> février au plus tard, ou par courrier affranchi et recommandé au directeur général du district scolaire avec cachet apposé au plus tard le dernier jour de janvier de l'année scolaire à la fin de laquelle la démission doit prendre effet.

2001-49

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Nombre, type et niveau des programmes d'enseignement**

**28** Sous réserve des ressources disponibles, le nombre, le type et le niveau des programmes d'enseignement offerts sont établis en fonction du nombre d'élèves et de leurs besoins.

#### **Symboles et drapeaux**

**29(1)** Aucun symbole ou emblème d'une société nationale ou autre, d'un parti politique ou d'une organisation religieuse ne doit être arboré sur des biens scolaires ni utilisé pour les activités scolaires, toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux particularités vestimentaires des enseignants ni au port de la croix ou tout autre emblème par les membres de toute confession religieuse.

**29(2)** Le drapeau canadien doit être arboré pendant la journée scolaire sauf si le mauvais temps ou d'autres raisons s'y opposent.

#### **Hymne national**

2009-65

**29.1(1)** Sous réserve de toutes politiques ou directives du conseil d'éducation de district concerné, le directeur d'école est tenu chaque jour d'école d'assurer à l'école la diffusion de l'hymne national.

**29.1(2)** If a principal is unable to comply with subsection (1) because of technical difficulties or reasons related to scheduling, the principal shall apply for an exemption to the District Education Council concerned.

**29.1(3)** The District Education Council may grant an exemption from subsection (1) only if

- (a) the principal proposes another activity that promotes the spirit of patriotism, and
- (b) the District Education Council considers the activity and its frequency appropriate in the circumstances.

2009-65

### **Exemptions for pupils**

2009-65

**29.2** A pupil is not required to be present during the broadcast of the national anthem or during the other activity that promotes the spirit of patriotism that is considered appropriate by the District Education Council if

- (a) the pupil's parent applies for and receives an exemption from the principal, or
- (b) an independent pupil applies for and receives an exemption from the principal.

2009-65

### **Fire drills**

**30** In each school year, the principal of each school shall conduct a fire drill exercise at least once during the first five school days and as many times as are necessary thereafter during the following weeks to ensure a satisfactory evacuation of the school building.

**29.1(2)** Le directeur d'une école qui se trouve incapable de se conformer au paragraphe (1) en raison de difficultés techniques ou pour des motifs reliés à l'horaire présente une demande de dispense au conseil d'éducation de district concerné.

**29.1(3)** Le conseil d'éducation de district ne peut accorder de dispense relative au paragraphe (1) que si, à la fois :

- a) le directeur de l'école propose une autre activité visant à promouvoir le sentiment de patriotisme;
- b) le conseil d'éducation de district considère que l'activité et la fréquence de celle-ci conviennent dans les circonstances.

2009-65

### **Dispenses pour les élèves**

2009-65

**29.2** L'élève n'est pas tenu d'être présent durant la diffusion de l'hymne national ou durant l'autre activité visant à promouvoir le sentiment de patriotisme considérée convenable par le conseil d'éducation de district dans les cas suivants :

- a) son parent demande une dispense à cet effet au directeur d'école, qui la lui accorde;
- b) s'agissant d'un élève autonome, il demande la dispense au directeur d'école, qui la lui accorde.

2009-65

### **Exercices d'incendie**

**30** Les directeurs d'écoles doivent, au cours de chaque année scolaire, tenir un exercice d'incendie au moins une fois au cours des cinq premières journées de classe, et autant de fois qu'il est nécessaire au cours des semaines suivantes afin d'assurer l'évacuation satisfaisante de l'école.

**PROVINCIAL CURRICULUM AND  
EVALUATION ADVISORY COMMITTEES**

2016-54

**Provincial curriculum and evaluation advisory  
committees**

2016-54

**31(1)** There are established two provincial curriculum and evaluation advisory committees to the Minister, one anglophone and one francophone, for the purposes of consultation, liaison, communication and the provision of advice with respect to the development and implementation of curriculum and instruction in public schools in the Province and with respect to the implementation of provincial testing and evaluation programs.

**31(2)** Subject to subsection (8), the anglophone provincial curriculum and evaluation advisory committee shall consist of a maximum of 12 members appointed by the Minister, and provision shall be made for representation of appropriate organizations involved in public education in the Province.

**31(3)** Subject to subsection (8), the francophone provincial curriculum and evaluation advisory committee shall consist of a maximum of ten members appointed by the Minister, and provision shall be made for representation of appropriate organizations involved in public education in the Province.

**31(4)** In appointing members under subsection (2), the Minister shall ensure that the anglophone provincial curriculum and evaluation advisory committee includes at all times among its membership at least one councillor of each District Education Council for each school district organized in the English language.

**31(5)** In appointing members under subsection (3), the Minister shall ensure that the francophone provincial curriculum and evaluation advisory committee includes at all times among its membership at least one councillor of each District Education Council for each school district organized in the French language.

**31(6)** For the purposes of subsection (4), the District Education Council for each school district organized in the English language shall submit to the Minister the

**COMITÉS CONSULTATIFS PROVINCIAUX  
DES PROGRAMMES D'ÉTUDES  
ET DE L'ÉVALUATION**

2016-54

**Comités consultatifs provinciaux des programmes  
d'études et de l'évaluation**

2016-54

**31(1)** Sont créés auprès du ministre deux comités consultatifs provinciaux des programmes d'études et de l'évaluation, l'un francophone, l'autre anglophone, ayant pour mission d'assurer la consultation, la liaison, la communication et la fourniture d'avis en ce qui a trait tant à la conception et à la mise en œuvre des programmes d'études et d'enseignement dans les écoles publiques de la province qu'à la mise en œuvre des programmes de mesure et d'évaluation provinciaux.

**31(2)** Sous réserve du paragraphe (8), le comité consultatif provincial des programmes d'études et de l'évaluation anglophone se compose de douze membres tout au plus nommés par le ministre et permet la représentation des organismes concernés qui s'intéressent à l'instruction publique dans la province.

**31(3)** Sous réserve du paragraphe (8), le comité consultatif provincial des programmes d'études et de l'évaluation francophone se compose de dix membres tout au plus nommés par le ministre et permet la représentation des organismes concernés qui s'intéressent à l'instruction publique dans la province.

**31(4)** Dans le cadre des nominations que prévoit le paragraphe (2), le ministre veille à ce que le comité consultatif provincial des programmes d'études et de l'évaluation anglophone compte en tout temps parmi ses membres au moins un conseiller de chaque conseil d'éducation de district relevant d'un district scolaire de langue anglaise.

**31(5)** Dans le cadre des nominations que prévoit le paragraphe (3), le ministre veille à ce que le comité consultatif des programmes d'études et de l'évaluation francophone compte en tout temps parmi ses membres au moins un conseiller de chaque conseil d'éducation de district relevant d'un district scolaire de langue française.

**31(6)** Aux fins d'application du paragraphe (4), le conseil d'éducation de district de chaque district scolaire de

name of at least one councillor of the District Education Council to represent the public.

**31(7)** For the purposes of subsection (5), the District Education Council for each school district organized in the French language shall submit to the Minister the name of at least one councillor of the District Education Council to represent the public.

**31(8)** On the recommendation of a provincial curriculum and evaluation advisory committee, the Minister may appoint additional members to that committee.

**31(9)** On request to the Minister, provision may be made for delegates from organizations with special interests in curriculum and instruction in public schools in the Province or provincial testing and evaluation programs to make presentations at meetings of the provincial curriculum and evaluation advisory committees.

**31(10)** The plan of organization of each of the provincial curriculum and evaluation advisory committees shall be established by the Minister.

**31(11)** The Minister shall select a maximum of two employees of the Department of Education and Early Childhood Development to provide support services to the anglophone provincial curriculum and evaluation advisory committee.

**31(12)** The Minister shall select a maximum of two employees of the Department of Education and Early Childhood Development to provide support services to the francophone provincial curriculum and evaluation advisory committee.

**31(13)** Members of the provincial curriculum and evaluation advisory committees are appointed for two-year terms and, subject to subsection (14), are eligible for reappointment for only one additional term.

**31(14)** A member of a provincial curriculum and evaluation advisory committee who has served two terms may be reappointed for subsequent two-year terms if there is difficulty in finding other suitable persons to fill vacant positions on the committee.

langue anglaise communique au ministre le nom d'au moins un de ses conseillers qui représentera le public.

**31(7)** Aux fins d'application du paragraphe (5), le conseil d'éducation de district de chaque district scolaire de langue française communique au ministre le nom d'au moins un de ses conseillers qui représentera le public.

**31(8)** Sur recommandation d'un comité consultatif provincial des programmes d'études et de l'évaluation, le ministre peut nommer à ce comité des membres additionnels.

**31(9)** Sur demande présentée au ministre, des dispositions peuvent être prises pour permettre à des représentants d'organismes manifestant un intérêt particulier pour les programmes d'études et d'enseignement dans les écoles publiques de la province ou pour les programmes de mesure et d'évaluation provinciaux de présenter des observations pendant les réunions des comités consultatifs provinciaux des programmes d'études et de l'évaluation.

**31(10)** Le ministre établit l'organigramme de chacun des comités consultatifs provinciaux des programmes d'études et de l'évaluation.

**31(11)** Le ministre choisit deux employés tout au plus du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance chargés de fournir des services de soutien au comité consultatif provincial des programmes d'études et de l'évaluation anglophone.

**31(12)** Le ministre choisit deux employés tout au plus du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance chargés de fournir des services de soutien au comité consultatif provincial des programmes d'études et de l'évaluation francophone.

**31(13)** Les membres des comités consultatifs provinciaux des programmes d'études et de l'évaluation exercent un mandat de deux ans, lequel est, sous réserve du paragraphe (14), renouvelable une seule fois.

**31(14)** Le membre d'un comité consultatif provincial des programmes d'études et de l'évaluation qui a déjà exercé deux mandats peut se voir confier des mandats additionnels de deux ans s'il est difficile de trouver d'autres personnes qualifiées pour pourvoir aux postes vacants du comité.

**31(15)** The chair and vice-chair of each provincial curriculum and evaluation advisory committee shall, at its first meeting and every two years after that time, be elected for two-year periods.

**31(16)** Each provincial curriculum and evaluation advisory committee shall meet at least twice annually, and the chairs of the committees may call other meetings of the committees as they consider necessary.

2001-49; 2010, c.31, s.35; 2016-54; 2021, c.10, s.2

**Recommendations from provincial curriculum and evaluation advisory committees**

2016-54

**32** Each provincial curriculum and evaluation advisory committee may recommend policy with respect to

- (a) instruction,
- (b) curriculum,
- (c) pilot, experimental or supplementary courses, or
- (d) testing and evaluation.

2016-54

**Curriculum development committees and task forces**

**33(1)** Each provincial curriculum and evaluation advisory committee may approve the establishment of curriculum development committees and task forces.

**33(2)** Members of the curriculum development committees and task forces shall be named by the Minister.

2016-54; 2021, c.10, s.2

**Recommendations from curriculum development committees and task forces**

**34** Recommendations from curriculum development committees and task forces established under section 33 shall be submitted, through the relevant provincial curriculum and evaluation advisory committee, to

**31(15)** Le président et le vice-président de chaque comité consultatif provincial des programmes d'études et de l'évaluation sont élus pour un mandat de deux ans au cours de leur première réunion, puis tous les deux ans par la suite.

**31(16)** Chaque comité consultatif provincial des programmes d'études et de l'évaluation se réunit au moins deux fois par an, son président pouvant convoquer d'autres réunions s'il le juge nécessaire.

2001-49; 2010, ch. 31, art. 35; 2016-54; 2021, ch. 10, art. 2

**Recommandations émanant des comités consultatifs provinciaux des programmes d'études et de l'évaluation**

2016-54

**32** Chaque comité consultatif provincial des programmes d'études et de l'évaluation peut formuler des recommandations de politique en ce qui concerne :

- a) l'enseignement;
- b) les programmes d'études;
- c) les cours pilotes, expérimentaux ou supplémentaires;
- d) la mesure et l'évaluation.

2016-54

**Comités de développement des programmes d'études et comités d'étude**

**33(1)** Chaque comité consultatif provincial des programmes d'études et de l'évaluation peut approuver la création de comités de développement des programmes d'études et de comités d'étude.

**33(2)** Le ministre nomme les membres des comités de développement des programmes d'études et des comités d'étude.

2016-54; 2021, ch. 10, art. 2

**Recommandations des comités de développement des programmes d'études et des comités d'étude**

**34** Les recommandations des comités de développement des programmes d'études et des comités d'étude créés en vertu de l'article 33 sont soumises au ministre, par l'intermédiaire du comité consultatif provincial des

the Minister for approval and implementation or may be referred to the curriculum development committees for further study.

2001-49; 2016-54; 2021, c.10, s.2

### **Recommendations from teachers, professional groups, voluntary associations and other associations**

**35** Recommendations from teachers, professional groups, voluntary associations and other associations and persons concerned with curriculum and instruction in public schools in the Province shall be received by the employees of the Department of Education and Early Childhood Development selected by the Minister under subsection 31(11) or (12), and forwarded to the relevant curriculum development committee for study and recommendations.

2016-54; 2021, c.10, s.2

### **Recommendations respecting pilot, experimental or other courses**

**36** Before prescribing pilot, experimental or other courses under section 6 of the Act, the Minister may require that

(a) the courses be submitted to the employees of the Department of Education and Early Childhood Development selected by the Minister under subsection 31(11) or (12) at least nine months before the proposed date of implementation, and

(b) the courses be recommended by either one of the provincial curriculum and evaluation advisory committees.

2016-54; 2021, c.10, s.2

## **PUPIL EVALUATION**

### **Tests and examinations**

**37(1)** Repealed: 2001-49

**37(2)** Tests and examinations shall be administered by such persons on such dates and according to such schedules as are determined by the Minister annually and shall be conducted in schools designated by the Minister as achievement testing stations.

**37(3)** The principal of each school designated as an achievement testing station shall be responsible for the

programmes d'études et de l'évaluation concerné, qui les approuve et les met en application ou peuvent être renvoyées aux comités de développement des programmes d'études pour un examen plus approfondi.

2001-49; 2016-54; 2021, ch. 10, art. 2

### **Recommandations des enseignants, des groupes professionnels, des associations bénévoles et autres associations**

**35** Les recommandations émanant des enseignants, des groupes professionnels, des associations bénévoles et autres associations et personnes s'intéressant aux programmes d'études et d'enseignement des écoles publiques de la province sont reçues par les employés du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance que choisit le ministre en vertu du paragraphe 31(11) ou (12) et transmises au comité de développement des programmes d'études visé pour faire l'objet d'examens et de recommandations.

2016-54; 2021, ch. 10, art. 2

### **Recommandations concernant les cours pilotes, expérimentaux ou autres**

**36** Avant de prescrire des cours pilotes, expérimentaux ou autres tel que le prévoit l'article 6 de la Loi, le ministre peut exiger qu'ils soient à la fois :

a) au moins neuf mois avant la date proposée de mise en œuvre, présentés aux employés du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance que choisit le ministre en vertu du paragraphe 31(11) ou (12);

b) recommandés par l'un ou l'autre des comités consultatifs provinciaux des programmes d'études et de l'évaluation.

2016-54; 2021, ch. 10, art. 2

## **ÉVALUATION DES ÉLÈVES**

### **Épreuves et examens**

**37(1)** Abrogé : 2001-49

**37(2)** Les épreuves et les examens se déroulent chaque année aux dates, selon les horaires et sous la direction des personnes que le ministre choisit et ont lieu dans les écoles qu'il désigne à titre de centre d'évaluation du rendement scolaire.

**37(3)** Le directeur de chaque école désignée à titre de centre d'évaluation du rendement scolaire doit veiller à



administration of tests and examinations to ensure that the Minister's instructions are followed.

2001-49; 2021, c.10, s.2

### **Provincial testing and evaluation advisory committees**

Repealed: 2016-54

2016-54

**38** Repealed: 2016-54

2001-49; 2010, c.31, s.35; 2016-54

## **PUPIL APPEALS**

### **Notice of suspension and right of appeal**

**39** Where a pupil is suspended from attendance at school under section 24 of the Act, the parent of the pupil or, in the case of an independent pupil, the independent pupil shall, on the date the decision is made, be notified, both verbally and in writing, of the suspension and, where applicable, of the right to appeal the suspension under subsection 24(4) of the Act.

### **School appeal process**

**40(1)** A person who is entitled to appeal

(a) the suspension of a pupil under paragraph 24(1)(a) of the Act, or

(b) the suspension of a pupil's conveyance privileges under section 6 of the *Pupil Transportation Regulation - Education Act*,

may initiate an appeal by giving notice of the appeal, in writing, to the principal of the school within ten teaching days after being notified of the suspension.

**40(2)** On receipt of notice of an appeal under subsection (1), or at the direction of the superintendent of the school district under paragraph 41(2)(a), the principal shall convene, as soon as is practicable, a school appeals committee, appointed under subsection (3), to hear the appeal.

**40(3)** Subject to subsection (5), a school appeals committee shall consist of three persons, appointed by the superintendent of the school district, of which

(a) one member shall be a principal, a vice-principal, a guidance counsellor, a district supervisor of instruction or other teacher,

ce que les épreuves et les examens s'effectuent selon les directives du ministre.

2001-49; 2021, ch. 10, art. 2

### **Comités consultatifs provinciaux de la mesure et de l'évaluation**

Abrogé : 2016-54

2016-54

**38** Abrogé : 2016-54

2001-49; 2010, ch. 31, art. 35; 2016-54

## **APPELS PAR LES ÉLÈVES**

### **Avis de suspension et droit d'en appeler**

**39** Lorsqu'un élève est suspendu de l'école en application de l'article 24 de la Loi, le parent de l'élève ou, le cas échéant, l'élève autonome, doit être avisé de la suspension le jour même où la décision est rendue, de vive voix et par écrit et, le cas échéant, de son droit d'interjeter appel en vertu du paragraphe 24(4) de la Loi.

### **Procédure d'appel**

**40(1)** Toute personne ayant droit d'interjeter appel

a) de la suspension d'un élève en vertu de l'alinéa 24(1)a) de la Loi, ou

b) de la suspension des privilèges de transport scolaire d'un élève en vertu de l'article 6 du *Règlement sur le transport scolaire - Loi sur l'éducation*,

peut le faire en donnant au directeur de l'école un avis à cet effet dans les dix jours d'enseignement suivant la réception de l'avis de suspension.

**40(2)** Dès réception d'un avis d'appel interjeté en vertu du paragraphe (1), ou conformément aux directives du directeur général du district scolaire prévues au sous-alinéa 41(2)a), le directeur d'école constitue, dès que possible en vertu du paragraphe (3), un comité d'appel de l'école pour considérer l'appel.

**40(3)** Sous réserve du paragraphe (5), un comité d'appel de l'école se compose de trois membres, nommés par le directeur général du district scolaire, dont

a) un membre est directeur d'école, directeur adjoint, conseiller en orientation, agent pédagogique de district ou autre enseignant,

(b) at least one member shall be a parent of a pupil enrolled in the school, appointed from a list of between three and twenty persons submitted annually to the superintendent by the Parent School Support Committee for the school, and

(c) one member shall be a person chosen at the discretion of the superintendent.

**40(4)** If, for the purpose of appointing a member of a school appeals committee under paragraph (3)(b), the superintendent is unable, after all reasonable attempts to contact and arrange for the appointment of a parent from the list submitted by the Parent School Support Committee, or if the Parent School Support Committee does not submit a list in accordance with paragraph (3)(b), the superintendent may, at the superintendent's discretion, appoint any parent of a pupil enrolled in the school in order that a school appeals committee hearing can be held as soon as is practicable.

**40(5)** A person referred to in subsection (8) shall not be a member of the school appeals committee, and no member of the school appeals committee shall be a family associate of a person referred to in subsection (8) or be a person who participated in the making of the decision being appealed.

**40(6)** The school appeals committee shall hold a hearing, as soon as is practicable, to consider the appeal.

**40(7)** The principal shall determine the date, time and place of the hearing, notify the parties to the appeal and the members of the school appeals committee of such date, time and place at least twenty-four hours before the date of the hearing and make any other necessary arrangement for the hearing.

**40(8)** The person making the appeal and the person who suspended the pupil have the right to attend the hearing, may be accompanied by any person serving in an advocacy or support capacity, and may submit relevant information and question witnesses.

**40(9)** Prior to the hearing, each party to the appeal shall ensure that all relevant information and documents respecting the suspension of the pupil and the basis for the appeal are provided to the school appeals committee and to each other.

**40(10)** The school appeals committee may uphold, vary or revoke the suspension of the pupil.

b) un membre, au moins, est le parent d'un élève inscrit à l'école, nommé à partir d'une liste de trois à vingt personnes présentée annuellement au directeur général par le comité parental d'appui à l'école, et

c) un membre choisi par le directeur général à sa discrétion.

**40(4)** Lorsque le directeur général nomme une personne au comité d'appel de l'école en vertu de l'alinéa (3)b) et qu'il ne peut, suite à des efforts raisonnables de sa part, contacter et nommer un parent dont le nom figure sur la liste présentée par le comité parental d'appui à l'école ou que le comité parental d'appui à l'école ne lui a pas remis de liste en conformité de l'alinéa (3)b), le directeur général peut, à sa discrétion, nommer le parent d'un élève inscrit à l'école afin que l'audition par le comité d'appel de l'école puisse avoir lieu dès que possible.

**40(5)** La personne visée au paragraphe (8) ne peut être membre du comité d'appel de l'école, et aucun membre du comité d'appel de l'école ne peut être une personne apparentée à la personne visée au paragraphe (8) ou une personne qui a pris part à la décision dont il est fait appel.

**40(6)** Le comité d'appel de l'école procède à une audition dès que possible.

**40(7)** Le directeur d'école fixe la date, l'heure et l'endroit de l'audition, en avise les parties à l'appel ainsi que les membres du comité d'appel de l'école vingt-quatre heures au moins avant la date de l'audition et prend les mesures nécessaires pour la tenue de l'audition.

**40(8)** La personne qui interjette appel et la personne qui a suspendu l'élève ont le droit d'être présentes lors de l'audition et de s'y faire accompagner par toute personne à titre de représentant ou d'assistant et peuvent présenter des renseignements pertinents et interroger les témoins.

**40(9)** Avant la tenue de l'audition, chaque partie à l'appel s'assure que les renseignements et les documents pertinents concernant la suspension de l'élève et les motifs de l'appel soient remis au comité d'appel de l'école ainsi qu'aux autres parties.

**40(10)** Le comité d'appel de l'école peut confirmer, modifier ou révoquer la suspension d'un élève.

**40(11)** The decision of the school appeals committee, with reasons, shall be in writing and shall be forwarded to the parties to the appeal within five teaching days after the hearing.

**40(12)** A decision of the majority is a decision of the school appeals committee.

**40(13)** If either party to an appeal is dissatisfied with the decision of the school appeals committee, the decision may be appealed to the district appeals committee by giving notice to the superintendent of the school district, in writing, within five teaching days after receipt of the decision.

2001-49; 2002-43; 2021, c.10, s.2

### Appeals to the superintendent

**41(1)** A person who is entitled to appeal

- (a) a decision made in accordance with section 11 or 12 of the Act in respect of the placement of a pupil,
- (b) the suspension of a pupil under subsection 24(2) of the Act, or
- (c) the denial of access to pupil records under section 54 of the Act,

may initiate an appeal by giving notice of the appeal, in writing, to the superintendent of the school district within ten teaching days after being notified of the decision, the suspension or the denial.

**41(2)** On receipt of notice of an appeal under subsection (1), the superintendent shall, subject to any policies or directives of the District Education Council,

- (a) direct that the appeal be heard by a school appeals committee, or
- (b) refer the matter, as soon as is practicable, to the District Education Council.

**41(3)** Where the superintendent directs that an appeal be heard by a school appeals committee, subsections 40(2) to (13) apply to the appeal.

**40(11)** La décision écrite du comité d'appel de l'école, appuyée de motifs, est envoyée aux parties à l'appel dans les cinq jours d'enseignement qui suivent la tenue de l'audition.

**40(12)** Une décision du comité d'appel de l'école doit être rendue à la majorité.

**40(13)** Il peut être interjeté appel d'une décision du comité d'appel de l'école, par l'une des parties qui se dit mécontente de la décision, par la remise d'un avis écrit au directeur général du district scolaire dans les cinq jours d'enseignement qui suivent la décision.

2001-49; 2002-43; 2021, ch. 10, art. 2

### Appels auprès du directeur général

**41(1)** Il est interjeté appel d'une décision, d'une suspension ou d'un rejet par la remise d'un avis écrit au directeur général du district scolaire dans les dix jours suivant la réception de la décision, de la suspension ou du rejet par la personne qui a le droit d'interjeter appel

- a) d'une décision rendue en conformité de l'article 11 ou 12 de la Loi relativement au placement d'un élève,
- b) de la suspension d'un élève en vertu du paragraphe 24(2) de la Loi, ou
- c) d'un refus de permettre l'accès au dossier d'un élève en vertu de l'article 54 de la Loi.

**41(2)** Sur réception d'un avis d'appel en vertu du paragraphe (1), le directeur général doit, sous réserve de toutes politiques ou directives du conseil d'éducation de district,

- a) ordonner que l'appel soit entendu par le comité d'appel de l'école, ou
- b) renvoyer l'affaire, aussitôt que possible, au conseil d'éducation de district.

**41(3)** Lorsque le directeur général ordonne la tenue d'un appel par le comité d'appel de l'école, les paragraphes 40(2) à (13) s'appliquent à l'appel.

**41(4)** On receipt of notice of an appeal under subsection 40(13), the superintendent shall refer the matter, as soon as is practicable, to the District Education Council.

**41(5)** When a matter is referred to a District Education Council under paragraph (2)(b) or subsection (4), the District Education Council shall convene, as soon as is practicable, a district appeals committee to hear the appeal.

2001-49

#### **Composition of the district appeals committee**

**42(0.1)** The District Education Council concerned shall

- (a) serve, as a whole, as the district appeals committee,
- (b) appoint a district appeals committee consisting of three or more members of the District Education Council, or
- (c) appoint a district appeals committee as provided for in subsection (1).

**42(1)** Subject to subsection (4), a district appeals committee appointed under paragraph (0.1)(c) shall consist of three persons, appointed by the District Education Council concerned, of which

- (a) one member shall be a superintendent, a director of education, a district supervisor of instruction or other teacher,
- (b) at least one member shall be a parent of a pupil enrolled in a school in the school district, and
- (c) one member shall be a member of the District Education Council.

**42(2)** Repealed: 2001-49

**42(3)** Repealed: 2001-49

**42(4)** A person referred to in subsection 43(3) or who participated in a school appeal respecting the same appeal shall not be a member of the district appeals committee, and no member of the district appeals committee shall be a family associate of a person referred to in sub-

**41(4)** Sur réception d'un avis d'appel en vertu du paragraphe 40(13), le directeur général doit renvoyer l'affaire, aussitôt que possible, au conseil d'éducation de district.

**41(5)** Lorsqu'une affaire est renvoyée à un conseil d'éducation de district en vertu de l'alinéa (2)b) ou du paragraphe (4), le conseil d'éducation de district doit convoquer dès que possible un comité d'appel de district pour considérer l'appel.

2001-49

#### **Composition du comité d'appel de district**

**42(0.1)** Le conseil d'éducation de district concerné doit

- a) remplir les fonctions, dans son intégralité, de comité d'appel de district,
- b) nommer un comité d'appel de district formé d'au moins trois membres du conseil d'éducation de district, ou
- c) nommer un comité d'appel de district tel que prévu au paragraphe (1).

**42(1)** Sous réserve du paragraphe (4), un comité d'appel de district nommé en vertu de l'alinéa (0.1)c) est composé de trois membres nommés par le conseil d'éducation de district concerné dont

- a) un membre est directeur général, directeur de l'éducation, agent pédagogique de district ou autre enseignant,
- b) un membre, au moins, est le parent d'un élève inscrit à l'école du district scolaire, et
- c) un membre est membre du conseil d'éducation de district.

**42(2)** Abrogé : 2001-49

**42(3)** Abrogé : 2001-49

**42(4)** La personne visée au paragraphe 43(3) ou la personne qui a participé à un appel de l'école concernant le même appel ne peut siéger à titre de membre du comité d'appel de district, et aucun membre du comité d'appel de district ne peut être une personne apparentée à la per-

section 43(3) or be a person who participated in the making of the decision being appealed.

2001-49

### **District appeals committee procedure**

**43(1)** The district appeals committee shall hold a hearing, as soon as is practicable, to consider the appeal.

**43(2)** The District Education Council concerned shall determine the date, time and place of the hearing, notify the parties to the appeal and the members of the district appeals committee of such date, time and place at least twenty-four hours before the date of the hearing and make any other necessary arrangement for the hearing.

**43(3)** The person making the appeal and the person who made the decision in respect of placement, suspended the pupil or denied access to pupil records have the right to attend the hearing, may be accompanied by any person serving in an advocacy or support capacity, and may submit relevant information and question witnesses.

**43(4)** Prior to the hearing, each party to the appeal shall ensure that all relevant information and documents respecting the decision in respect of placement, suspension of the pupil or denial of access to pupil records and the basis for the appeal is provided to the district appeals committee and to each other.

**43(5)** The district appeals committee may uphold, vary or revoke the decision of the school appeals committee or the decision in respect of placement, the suspension of the pupil or the denial of access to pupil records, as the case may be.

**43(6)** The decision of the district appeals committee, with reasons, shall be in writing and shall be forwarded to the parties to the appeal within five teaching days after the hearing.

**43(7)** A decision of the majority is a decision of the district appeals committee, and the decision of the district appeals committee is final.

2001-49

sonne visée au paragraphe 43(3) ou une personne qui a pris part à la décision dont il est fait appel.

2001-49

### **Procédure du comité d'appel de district**

**43(1)** Le comité d'appel de district procède à une audition de l'appel dès que possible.

**43(2)** Le conseil d'éducation de district concerné fixe la date, l'heure et l'endroit de l'audition, en avise les parties à l'appel ainsi que les membres du comité d'appel de district vingt-quatre heures au moins avant la date de l'audition et prend les mesures nécessaires pour la tenue de l'audition.

**43(3)** La personne qui interjette appel et la personne qui a rendu une décision concernant le placement d'un élève, la suspension de l'élève ou le refus de permettre l'accès au dossier de l'élève ont le droit d'être présentes lors de l'audition et de s'y faire accompagner par toute personne à titre de représentant ou d'assistant et peuvent présenter des renseignements pertinents et interroger les témoins.

**43(4)** Avant la tenue de l'audition, chaque partie à l'appel s'assure que tous les renseignements et documents pertinents concernant la décision de placement de l'élève, la suspension de l'élève ou le refus de permettre l'accès au dossier de l'élève et les motifs de l'appel sont remis au comité d'appel de district ainsi qu'aux autres parties.

**43(5)** Le comité d'appel de district peut confirmer, modifier ou révoquer la décision du comité d'appel de l'école ou la décision relative au placement, à la suspension d'un élève ou au refus d'accorder l'accès au dossier d'un élève, selon le cas.

**43(6)** La décision écrite du comité d'appel de district, appuyée de motifs, est envoyée aux parties à l'appel dans les cinq jours d'enseignement qui suivent la tenue de l'audition.

**43(7)** Une décision du comité d'appel de district doit être rendue à la majorité et est sans appel.

2001-49

**APPEAL BOARD ON  
TEACHER CERTIFICATION**

Repealed: 2001-49

2001-49

**Prior notice**

Repealed: 2001-49

2001-49

**44** Repealed: 2001-49

2000-10; 2001-49

**Composition of the Appeal Board**

Repealed: 2001-49

2001-49

**45** Repealed: 2001-49

2000-10; 2001-49

**Eligibility for appointment**

Repealed: 2001-49

2001-49

**46** Repealed: 2001-49

2001-49

**Panels of the Appeal Board**

Repealed: 2001-49

2001-49

**47** Repealed: 2001-49

2001-49

**Absence of the chair**

Repealed: 2001-49

2001-49

**48** Repealed: 2001-49

2001-49

**COMMISSION D'APPEL SUR LA  
RECONNAISSANCE DES TITRES DE  
COMPÉTENCE DES ENSEIGNANTS**

Abrogé : 2001-49

2001-49

**Avis préalable**

Abrogé : 2001-49

2001-49

**44** Abrogé : 2001-49

2000-10; 2001-49

**Composition de la Commission d'appel**

Abrogé : 2001-49

2001-49

**45** Abrogé : 2001-49

2000-10; 2001-49

**Admissibilité à la nomination**

Abrogé : 2001-49

2001-49

**46** Abrogé : 2001-49

2001-49

**Assemblée de la Commission d'appel**

Abrogé : 2001-49

2001-49

**47** Abrogé : 2001-49

2001-49

**Absence du président**

Abrogé : 2001-49

2001-49

**48** Abrogé : 2001-49

2001-49

**Initiation of appeal or review**

Repealed: 2001-49  
2001-49

**49** Repealed: 2001-49  
2000-10; 2001-49

**Hearings**

Repealed: 2001-49  
2001-49

**50** Repealed: 2001-49  
2001-49

**Disclosure**

Repealed: 2001-49  
2001-49

**51** Repealed: 2001-49  
2001-49

**Hearing procedure**

Repealed: 2001-49  
2001-49

**52** Repealed: 2001-49  
2001-49

**Decision of the Appeal Board**

Repealed: 2001-49  
2001-49

**53** Repealed: 2001-49  
2001-49

**Dépôt d'un appel ou d'une révision**

Abrogé : 2001-49  
2001-49

**49** Abrogé : 2001-49  
2000-10; 2001-49

**Auditions**

Abrogé : 2001-49  
2001-49

**50** Abrogé : 2001-49  
2001-49

**Divulgence**

Abrogé : 2001-49  
2001-49

**51** Abrogé : 2001-49  
2001-49

**Procédure pour la tenue d'une audition**

Abrogé : 2001-49  
2001-49

**52** Abrogé : 2001-49  
2001-49

**Décision de la Commission d'appel**

Abrogé : 2001-49  
2001-49

**53** Abrogé : 2001-49  
2001-49

**PROVINCIAL BOARDS OF EDUCATION**

Repealed: 2001-49

2001-49

**Conflicts with this Regulation**

Repealed: 2001-49

2001-49

**54** Repealed: 2001-49

2001-49

**TRANSITIONAL PROVISIONS****Transitional provisions****55(1)** Repealed: 2016-54**55(2)** Repealed: 2016-54**55(3)** Repealed: 2016-54

**55(4)** Any curriculum development committees and task forces, in existence immediately before the commencement of this Regulation, established under section 48 of New Brunswick Regulation 84-51 under the *Schools Act* are continued for the purposes of section 33 as if they had been established under that section.

**55(5)** The members, immediately before the commencement of this Regulation, of any curriculum development committee or task force continued under subsection (4) shall continue as members of the curriculum development committee or task force, as the case may be, for the purposes of section 33 as if they had been named by the Minister under that section.

**55(6)** Repealed: 2016-54**55(7)** Repealed: 2016-54**55(8)** Repealed: 2016-54

2016-54; 2021, c.10, s.2

**REPEAL****Repeal**

**56** *New Brunswick Regulation 84-51 under the Schools Act is repealed.*

**COMMISSIONS PROVINCIALES DE L'ÉDUCATION**

Abrogé : 2001-49

2001-49

**Cas de conflits avec le présent règlement**

Abrogé : 2001-49

2001-49

**54** Abrogé : 2001-49

2001-49

**DISPOSITIONS TRANSITOIRES****Dispositions transitoires****55(1)** Abrogé : 2016-54**55(2)** Abrogé : 2016-54**55(3)** Abrogé : 2016-54

**55(4)** Tout comité de développement des programmes d'études ou comité d'étude, en place immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent règlement, établi en vertu de l'article 48 du Règlement du Nouveau-Brunswick 84-51 établi en vertu de la *Loi scolaire* se continue aux fins de l'article 33 comme s'il avait été établi en vertu du présent article.

**55(5)** Les personnes qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent règlement, étaient membres de tout comité de développement des programmes d'études ou des comités d'étude continués en vertu du paragraphe (4), continuent d'être membres du comité de développement des programmes d'études ou des comités d'étude, selon le cas, aux fins de l'article 33 comme si elles avaient été nommées par le ministre en vertu de cet article.

**55(6)** Abrogé : 2016-54**55(7)** Abrogé : 2016-54**55(8)** Abrogé : 2016-54

2016-54; 2021, ch. 10, art. 2

**ABROGATION****Abrogation**

**56** *Le Règlement du Nouveau-Brunswick 84-51 établi en vertu de la Loi scolaire est abrogé.*



**COMMENCEMENT****Commencement**

**57** *This Regulation comes into force on December 29, 1997.*

**N.B.** This Regulation is consolidated to July 1, 2021.

**ENTRÉE EN VIGUEUR****Entrée en vigueur**

**57** *Le présent règlement entre en vigueur le 29 décembre 1997.*

**N.B.** Le présent règlement est refondu au 1<sup>er</sup> juillet 2021.

QUEEN'S PRINTER FOR NEW BRUNSWICK © IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE NOUVEAU-BRUNSWICK

All rights reserved/Tous droits réservés